



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2683
3 janvier 2020
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Contre la réforme Philippe - Macron - Medef

Tous ensemble!



**Meilleurs vœux de
Lutte ouvrière
pour 2020 !**



Au sommaire

DANS LE MOUVEMENT

| | |
|--|---|
| Raffineries: une grève essentielle | 4 |
| Angers: "On est là, oui, on est là!" | 4 |
| Tours: pendant les fêtes, la lutte continue | 4 |
| Paris: "On y va jusqu'au retrait!" | 4 |
| Tergnier: une manifestation bien réussie | 4 |
| RATP: les grévistes réussissent leur étape de montagne | 5 |
| Terminus Porte-de-Saint-Cloud, dépôt de bus de Nanterre, métro lignes 2 et 6 | 5 |
| SNCF: le moral est dans le camp des grévistes | 6 |
| Réunion publique des cheminots grévistes à Paris | 6 |
| À Nantes, Rennes, Lyon, Achères, Strasbourg | 7 |
| Secteur aérien: promesses, l'air de rien | 8 |
| Éducation: ne faire confiance qu'à la lutte | 8 |

LEUR SOCIÉTÉ

| | |
|---|----|
| Migrants: gouvernements de naufrageurs | 11 |
| Dans les médias: mensonges en ligne | 11 |

ENTREPRISES

| | |
|---|----|
| CAF de Nancy: formés, diplômés et licenciés | 9 |
| Novartis: maladies génétiques et profits | 9 |
| Ibis Batignolles - Paris: le réveillon des grévistes | 9 |
| Casino - Besançon: magasin sans employés | 9 |
| ArcelorMittal: une fin d'année contestataire | 10 |
| APL: le gouvernement craint la colère | 10 |

DANS LE MONDE

| | |
|---|----|
| Algérie: Gaït Salah mort, le Hirak se poursuit | 12 |
| Yémen: pas de trêve à la guerre | 12 |
| Maroc: la répression continue | 12 |

ÉDITORIAL

Bulletins d'entreprise du 30 décembre

Contre la réforme de Philippe, Macron et du Medef: tous ensemble !

Rassemblements devant les gares, repas de fête des grévistes, spectacle des danseuses en grève devant l'Opéra à Paris, manifestations locales samedi 28 décembre: au bout de 26 jours, la grève contre le saccage des retraites était bien vivante. Les appels à la trêve et les manœuvres du gouvernement ont échoué à l'enterrer sous le sapin et c'est un beau cadeau, plein d'espoir, pour le camp des travailleurs!

Les directions de la SNCF et de la RATP ont beau assurer que la circulation s'améliore, parler de «réouverture de ligne» quand un métro dessert péniblement quelques stations du parcours pendant trois heures, la réalité est que les grévistes tiennent. Malgré les difficultés financières, malgré les tentatives de démoralisation à coups de calomnies, ils tiennent.

Le gouvernement a aussi essayé de s'appuyer sur des dirigeants syndicaux prêts à se satisfaire de quelques mesures catégorielles. Mais les grévistes ne se sont pas laissés prendre à cet attrape-nigaud et ont poursuivi la lutte en proclamant: «C'est la grève, pas la trêve, qui donnera un avenir à nos enfants!» Ils peuvent d'ores et déjà être fiers de cette combativité, qui représente en elle-même une victoire pour les travailleurs et leur ouvre des perspectives pour l'année qui vient.

Cette grève est importante non seulement par sa durée, supérieure à celle du mouvement de 1995 contre la réforme Juppé, mais aussi par son caractère non corporatiste. Les bataillons les plus combattifs, formés de travailleurs de la SNCF et de la RATP en grève reconductible, ont été rejoints par les salariés d'autres secteurs, enseignants, travailleurs des raffineries et d'EDF, hospitaliers, pompiers. Et pendant les temps forts, on a vu des salariés du privé rejoindre les manifestations.

Au-delà des inconvénients entraînés par l'absence de transports ou la fermeture des écoles, au-delà des situations particulières de chaque profession, la majorité des travailleurs est consciente que cette réforme est la dernière en date d'une série d'attaques visant à appauvrir un peu plus l'ensemble du monde du travail, du privé comme du public. Avec sa réforme des retraites, le gouvernement frappe dans la lignée des mesures déjà prises contre les travailleurs,

avec la destruction du Code du travail, avec la réforme de l'indemnisation du chômage qui s'en prend aux allocations des plus précaires.

Si le pouvoir met quelques bémols aujourd'hui, c'est parce que la riposte des travailleurs en grève l'y oblige. Les promesses de «transitions» pour les retraites de certaines professions et même l'annonce du report du nouveau calcul des APL, qui entraînerait la baisse des allocations pour 1,2 million de familles et leur suppression pour 600 000 foyers, sont à mettre au crédit de la grève.

Macron et les siens mènent la guerre à la classe ouvrière pour que la plus grande part possible de la richesse de la société revienne à la classe capitaliste. Dans cette période de crise, de marasme économique, c'est ainsi que les capitalistes assurent leurs profits. C'est à ces maîtres-là et à la logique de leur système qu'obéissent les gouvernements. Des centaines de milliers de familles ne s'en sortent plus? De plus en plus de retraités figurent parmi les bénéficiaires des Restos du cœur? Tant pis! C'est à ce prix que les fortunes des grands bourgeois continuent à battre des records.

Pour inverser le rapport de force et remporter la bataille, la sympathie ou le soutien financier aux grévistes ne suffiront pas. Il faudra que le mouvement s'élargisse et que la grève devienne l'affaire de tous les travailleurs. C'est la rapacité de ces capitalistes jamais assez riches, c'est l'arrogance de leurs serviteurs privilégiés qui vantent aux travailleurs les charmes de l'égalité dans la misère, qui finiront par faire franchir le pas à l'ensemble de la classe ouvrière.

La bataille est loin d'être terminée et il faudra être nombreux dans la rue pour la journée de grève et de manifestations du 9 janvier. Mais une fraction du camp des travailleurs a relevé la tête contre ces représentants des riches qui croient qu'ils sont faits pour encaisser les coups et obéir. Et en montrant que tous les coups ne passent pas sans réaction, les grévistes font une démonstration qui est dans l'intérêt général de tous les travailleurs.

Alors, souhaitons que l'année qui vient voie tous les travailleurs garder la tête haute, qu'elle soit une année de combat de la classe ouvrière, pour son avenir et pour celui de toute la société.



Retraites : une lutte qui concerne tous les travailleurs

La grève des travailleurs de la SNCF et de la RATP continue. Elle a commencé à s'étendre aux raffineries et pourrait reprendre dans l'Éducation nationale à la rentrée du 6 janvier.

Les grévistes les plus déterminés se donnent l'objectif de convaincre le plus grand nombre possible de leurs camarades, y compris dans les entreprises privées, de se joindre au mouvement. Quant à Macron et Philippe, ils savent qu'ils ne s'en sortiront pas simplement en attendant que les grévistes se fatiguent.

Le monde du travail continue à rejeter massivement la réforme et à soutenir ceux qui la combattent. Aussi, quoi qu'il en dise, le gouvernement recule à petits pas comptés. Les militaires, les policiers, les gendarmes ont eu, chacun leur tour, l'assurance que rien ne changerait pour eux. Le gouvernement a également laissé entendre que les contrôleurs aériens, les pompiers et les gardiens de prison ne seraient pas touchés. Des négociations seraient en cours qui préserveraient certaines clauses de départ en retraite des routiers, des marins pêcheurs, des

pilotes de ligne, du personnel navigant, des salariés de l'Opéra, etc. Il y avait eu, avant même le début de la grève, les promesses faites aux travailleurs des hôpitaux, il y a celles faites aux enseignants.

Tout cela est bien loin de l'exigence essentielle du mouvement, le retrait pur et simple de la réforme des retraites. Ces micro-reculs visent à le diviser, à tenter d'en détacher des fractions de travailleurs en leur proposant, ou plutôt en proposant aux organisations syndicales qui accepteraient de se prêter au jeu, de prendre leurs distances d'avec les travailleurs en lutte, voire d'accepter la réforme en échange de concessions mineures ou même seulement verbales du gouvernement.

Jusqu'à présent celui-ci ne veut pas reculer sur le fond. Il veut toujours imposer ce qui pour lui est essentiel, le système de retraite par points, même s'il doit en passer par de multiples



aménagements et des délais prolongés. Ce système serait, de la bouche même de la ministre des Transports, le cadre idéal pour ne plus avoir à faire de nouvelles réformes des retraites : l'État réglerait le niveau des pensions par décision administrative en fonction de ses besoins de trésorerie et chaque salarié deviendrait un cas individuel.

Le grand patronat exige cette réforme à laquelle il serait triplement gagnant : il économiserait sur ses cotisations ; les économies faites par l'État aux dépens des retraités lui permettraient de consacrer encore plus de fonds au patronat ; un nouveau marché s'ouvrirait pour les fonds de pension. La seule chose qui pourrait faire provisoirement

changer d'avis les capitalistes serait la crainte d'une contagion du mouvement vers les entreprises privées et le risque de voir les conflits s'y multiplier.

Si le gouvernement ne veut pas céder c'est aussi parce que ce serait un recul politique face à des travailleurs en grève. La carrière de Macron, en tant que président en place pour réformer à la hussarde, pourrait en être compromise. Bien sûr pour les grands patrons qui l'ont hissé sur le pavois, ce n'est pas son cas personnel qui est en cause, mais ces gens-là n'aiment pas que l'État cède aux travailleurs. Cela peut paralyser son action pour des mois, cela peut l'empêcher de porter de nouveaux coups aux classes populaires et cela nuit à son

autorité. Là encore, seule la crainte d'une extension du mouvement peut faire reculer le président, son gouvernement et surtout leurs commanditaires, de peur que le fait de ne pas céder aujourd'hui les oblige à céder bien plus demain.

Macron et Philippe préféreraient pouvoir s'enorgueillir d'avoir fait plier les syndicats et, en fait, les travailleurs grévistes. Le bras de fer continue donc entre l'ensemble des travailleurs, avec ceux de la SNCF et de la RATP à l'avant-garde, et le gouvernement, agissant au nom des possédants. Alors, plus que jamais, il faut exiger le retrait de cette réforme et il dépend de tous les travailleurs de se donner les moyens de l'obtenir.

Paul Galois

Clause du grand-père : "Les autres", c'est nous tous

Au gouvernement qui leur proposait de n'appliquer la réforme des retraites qu'aux nouveaux embauchés, les salariés de l'Opéra de Paris, danseurs, musiciens et techniciens, ont répondu : « Nous ne pouvons pas être la génération qui aura sacrifié les suivantes. »



C'est aussi pour les générations suivantes que se battaient les cheminots lorsqu'ils défendaient leur statut, c'est pour « les autres » qu'ils se battent aujourd'hui avec ceux de la RATP pour défendre les retraites de

tous les salariés.

Cette attitude semble incompréhensible à nombre de journalistes, de commentateurs et de politiciens. Comment donc, disent-ils, on vous donne satisfaction et vous continuez à exiger

qu'on donne la même chose aux autres? Quelle étrange attitude en effet, dans le monde du profit individuel, de la réussite solitaire, de chacun pour soi, que de se soucier des autres. Pour un patron, petit, moyen ou grand, « les autres » ce sont ces gens qu'il faut exploiter lorsqu'ils sont ouvriers, gruger lorsque ce sont des clients. Ce n'est même pas de la malhonnêteté, c'est la morale et le comportement qui correspondent à leur place dans la société et à la nécessité d'écraser les autres pour s'en sortir soi-même. Les nantis sont tellement imbibés d'individualisme qu'ils ne se rendent pas compte qu'ils injurient les grévistes en leur proposant la clause du grand-père.

Pour un travailleur conscient, en revanche, « les autres » c'est l'ensemble des exploités, ceux qui produisent tout, ses amis, ses voisins, connus ou inconnus, la collectivité. Pour les exploités aussi la morale découle de la place dans la société et c'est donc parmi les travailleurs qu'on peut trouver des

comportements solidaires. Des travailleurs débrayent pour qu'un intérimaire soit embauché, alors que les employeurs le considèrent comme un simple pion. Une infirmière reste au travail tant qu'elle n'est pas remplacée, l'État ou les cliniques privées réduisent les emplois au risque de l'accident. Un marin sauveur bénévole sort en mer par tous les temps, un armateur négocie le prix du remorquage d'un navire en détresse avant de faire quoi que ce soit. Un cheminot blessé dans un accident va poser des balises sur

la voie, un entrepreneur du bâtiment lésine sur le béton au risque de l'effondrement. Les travailleurs se demandent quel monde ils vont laisser aux générations suivantes et souvent se battent pour qu'il soit le meilleur possible. Les capitalistes veulent un profit immédiat et après eux le déluge...

Les possédants et leurs représentants continueront donc à ne pas comprendre et les grévistes continueront à se battre pour des « autres » qui sont les leurs et au fond nous tous.

P. G.

Cercle Léon Trotsky

**Venezuela, Bolivie, Chili...
L'Amérique latine dans la crise**

Vendredi 10 janvier à 20h30

Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor – Paris 5^e
Métro Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 3 euros

Raffineries : une grève essentielle

D'après la CGT du groupe Total, cinq raffineries sur huit en France ont rejoint le mouvement contre la réforme des retraites. En effet, les salariés des raffineries, comme l'ensemble des salariés du privé, sont particulièrement touchés par la réforme des retraites.

Dans le groupe Total, la convention collective prévoit que vingt-cinq années de travail en trois-huit donnent droit à cinq années de préretraite payées à 75 % du salaire. En revanche, comme l'explique un délégué CGT : « Dans un système à points, nos pensions seraient amputées de quelques centaines d'euros. » Voilà pourquoi la grève s'étend.

Jusqu'au lundi 30 décembre, une seule raffinerie

était à l'arrêt. Dans les autres, des travailleurs en grève empêchaient le chargement des camions-citernes. La direction de Total menace les grévistes de fermer définitivement certains sites, s'ils sont mis à l'arrêt. De son côté, pour contrer la grève, le gouvernement feint de ne pas être inquiet et affirme que les stations-service devraient être approvisionnées normalement. Pour l'instant,

d'après les autorités, seules 2,6 % des stations-service françaises sont affectées par le manque d'essence. Environ 130 stations sur 11 000 en France seraient actuellement en rupture totale de carburant.

De toute façon, la force des grévistes des raffineries ne tient pas qu'à leur capacité à bloquer l'approvisionnement en essence du pays. Ce sont plusieurs centaines de salariés qui se sont mis en grève dans ces entreprises et qui tiennent des assemblées régulières pour discuter de la suite. Leur grève représente un danger plus grand encore aux yeux du gouvernement : celui de



JULIEN MULLER/JP

l'extension du mouvement dans un secteur qui touche directement le patronat.

Lundi 30 décembre, une centaine de grévistes de la RATP, de la SNCF, accompagnés d'enseignants parisiens, sont allés à la rencontre des grévistes de la raffinerie de Grandpuits

en Seine-et-Marne. Ils voulaient les soutenir dans leur action, montrer à quel point cette grève des raffineries renforce le camp de ceux qui luttent et affirmer ensemble que les travailleurs du privé comme du public ont les mêmes intérêts.

Aline Urbain

Angers : « On est là, oui on est là ! »



Le jeudi 19 puis le vendredi 27 décembre, deux rassemblements devant la gare d'Angers, à chaque fois suivis de défilés à travers le centre-ville, ont permis à ceux qui combattent la réforme des retraites de se retrouver de nouveau tous ensemble, et de faire entendre le message que la lutte continue.

Le 19 décembre, deux jours après le succès de la manifestation du mardi 17 (7 000 manifestants à Angers et de nouveau plus de 1 000 à Cholet et Saumur), un rassemblement a eu lieu devant la gare SNCF, auquel 600 personnes ont répondu présent. Comme dans beaucoup de villes à travers le pays, il s'agissait de rappeler que, tant que le gouvernement ne retire pas sa réforme, il n'y a pas de trêve

qui vaille.

Juste avant le rassemblement, l'assemblée générale des cheminots en grève avait ouvert ses portes aux grévistes de l'éducation nationale et au total à quelques dizaines de travailleurs en lutte, dont ceux d'Enedis. Et c'est dans une ambiance fraternelle et combative que le cortège, mêlant postiers, territoriaux, ouvriers de Valeo et d'U-Log, sans oublier des gilets jaunes,

s'est ensuite dirigé vers la préfecture – sans réussir à se dissoudre ! Car tout le monde avait trop envie de continuer à battre le pavé des rues du centre-ville pour affirmer que le combat se poursuit.

Vendredi 27 décembre, le rendez-vous de la gare a permis à 300 travailleurs de se retrouver pour redire leur détermination à ne pas baisser la garde face au gouvernement, et de faire en sorte que le drapeau de la lutte ne disparaisse pas entre les fêtes. Un cheminot en grève a rappelé que, dans leur combat engagé depuis le 5 décembre, il n'y avait pas de pause. Résumant la teneur de l'assemblée générale qui venait de se tenir, il a expliqué que les grévistes de la SNCF allaient mettre à profit les journées menant jusqu'à la grève du jeudi 9 janvier pour s'adresser à un maximum de travailleurs de l'agglomération, afin que la manifestation prévue ce jour-là soit un succès, et si possible un nouveau point de départ.

Correspondant LO

Tours : pendant les fêtes, la lutte continue

Vendredi 27 décembre, 300 personnes étaient réunies dans le centre-ville de Tours pour partager un repas solidaire, dans le cadre de la lutte contre l'attaque du gouvernement sur les retraites. En soutien au mouvement, des paysans du département, à l'initiative de la Confédération paysanne, avaient offert aux grévistes

des kilos de légumes et toutes sortes de victuailles, de quoi préparer soupes, tajines et gâteaux.

La veille, une cinquantaine de cheminots grévistes avaient passé la matinée à éplucher les légumes et à préparer les plats. Les cheminots, aux fourneaux et derrière les stands, étaient très fiers du succès

de leur initiative. Le repas, les conférences, la musique et les moments d'échange, qui se sont poursuivis dans l'après-midi, ont été l'occasion pour tous de se retrouver pour rappeler leur détermination à faire reculer le gouvernement sur sa réforme injuste.

Correspondant LO

Paris : « On y va, jusqu'au retrait ! »

Samedi 28 décembre, des milliers de manifestants se sont retrouvés dans les rues de Paris, entre la gare du Nord et Chatelet, pour continuer à clamer leur rejet de la réforme des retraites.

Dans le cortège, nombreux étaient les grévistes de la SNCF et de la RATP, mais aussi les enseignants « en vacances, mais toujours en colère », comme l'avait écrit l'une d'entre eux sur sa pancarte, ainsi que les gilets jaunes tenant à rejoindre la manifestation des salariés car ils considèrent le combat contre la réforme des

retraites comme le leur.

Fumigènes, pétards, trompettes, nombreuses banderoles de secteurs en grève et slogans inspirés par l'actualité : « La retraite des flics, tout le monde la veut ! », « 24 jours de grève, on lâche rien ! », « Pas de retrait, pas de train ! »... Il y avait de l'ambiance, et il était évident pour tous les participants que ce n'était pas la trêve, mais une manifestation réussie en attendant de s'y remettre début janvier.

Correspondant LO

Tergnier : une manifestation bien réussie

Samedi matin 28 décembre, beaucoup de ceux qui se rendaient au départ de la manifestation à la gare de Tergnier, dans l'Aisne, craignaient qu'elle soit peu nombreuse en ce samedi coincé entre les fêtes.

Mais ce sont des centaines de manifestants qui se sont retrouvés pour exprimer leur rejet de la réforme des retraites et plus largement le refus des attaques de Macron et de son gouvernement contre le monde du travail.

De nombreux enseignants, pourtant en vacances, étaient dans la

manifestation et il y avait une présence importante de travailleurs, du secteur privé comme du secteur public, au côté de cheminots dont beaucoup de conducteurs sont en grève reconductible depuis le 5 décembre. De nouvelles actions étaient prévues, en particulier samedi 4 et bien sûr jeudi 9 janvier.

Ceux qui comptent sur le pourrissement du mouvement ne vont pas être à la fête : pour le monde du travail, l'année se termine bien, sous le signe de la solidarité.

Correspondant LO

RATP : les grévistes réussissent leur étape de montagne

La semaine située entre Noël et le Jour de l'an était considérée par les grévistes de la RATP comme leur étape de montagne, comme disent les cyclistes.

Eh bien, malgré les difficultés, ils étaient en train de remporter haut la main cette étape!

Si les taux de grévistes ont continué à s'effriter légèrement dans les dépôts de bus, cela n'a pas permis pour autant le retour à la normale sur de nombreuses lignes franciliennes.

Le tramway faisant le tour de Paris a roulé à peu près, mais la direction s'est bien gardée d'informer les usagers sur les horaires exacts de fonctionnement.

C'est ainsi que vers 20 heures le dimanche soir, ils ont eu la mauvaise surprise d'apprendre son arrêt total jusqu'au lendemain. Et l'on a vu des centaines de personnes, dont beaucoup

de familles avec enfants revenant des sorties du week-end, arpenter les trottoirs pour rentrer chez elles.

Du côté du métro, les taux de grévistes sont demeurés à un niveau exceptionnel: le 29 décembre, la direction ne disposait que de 240 conducteurs sur 2 700 pour faire tourner ses métros, et d'une centaine de conducteurs de RER sur 870. Cela ne l'a pas empêchée de continuer sa désinformation en prétendant par médias interposés que plusieurs lignes de métro étaient réouvertes.

Lundi 30 décembre, elle annonçait l'ouverture de quatorze lignes sur seize, mais dans la réalité, chacune d'elles n'était ouverte que sur de petits tronçons



et pendant quelques heures dans la journée, ce qui veut dire qu'elles ne «tournaient» qu'avec un nombre réduit de conducteurs.

Toutes les correspondances n'étaient pas assurées dans les principales stations, République, Montparnasse, Gare de l'Est, Place d'Italie. À l'évidence, le but de la direction n'était pas d'offrir un réel service aux usagers, mais d'envoyer aux médias un bon communiqué.

Dans la guerre qu'elle mène aux grévistes, la

direction commence aussi à vouloir sanctionner. Un conducteur de bus du dépôt de Vitry-sur-Seine est convoqué le 13 janvier pour faute lourde, la direction lui reprochant d'avoir insulté un non-gréviste et d'avoir participé au blocage des bus. Pour tous ses camarades du dépôt, et bien au-delà, pour tous les grévistes de la RATP, il n'est pas question de laisser passer cette attaque, et la résistance s'organise.

Après avoir réussi à sauter l'obstacle de la trêve de

fin d'année, les grévistes de la RATP sont bien conscients qu'il va falloir donner un nouveau souffle à la grève dès le début du mois de janvier: dans les prochains jours, ils comptent s'adresser à leurs camarades de travail revenus de congés ou ayant repris pour quelque temps, aux enseignants, aux étudiants, aux travailleurs du privé... car c'est tous ensemble qu'ils pourront faire remballer complètement sa réforme au gouvernement.

Correspondant LO

Au Terminus Porte de Saint-Cloud

Les grévistes du terminus de la porte de Saint-Cloud, sur la ligne 9, restent mobilisés, de même que leurs camarades du terminus de Balard (ligne 8) et du dépôt de bus de Point-du-jour, qui les ont rejoints plusieurs fois dans leurs assemblées générales.

Ils ont organisé la participation aux manifestations du lundi 23 décembre et du samedi 28 décembre, avec une banderole qui a été bien remarquée à la télévision. Ils sont en train de faire la démonstration qu'ils tiennent pendant les Fêtes. Quelqu'un a fait remarquer que le métro fermé le 25 décembre, ça ne s'était jamais vu et cela renforce le moral.

Les grévistes savent qu'il faut tenir, comme le dit l'un d'entre eux: «*On n'a rien obtenu jusque-là, on n'est pas des gamins qui piquent une crise, on ne s'arrête pas; ce qu'on veut, c'est le retrait de la réforme!*» Une autre a souligné: «*Ce n'est pas seulement contre les retraites qu'on se bat, c'est contre le capitalisme. Nous les travailleurs, tout ce qu'on a obtenu, c'est par nos luttes. Aujourd'hui, ils veulent tout détruire, la lutte qu'on mène, c'est celle de tous.*»

Les assemblées générales ont réaffirmé à plusieurs reprises la nécessité de discuter avec les non-grévistes, car si certains ont repris le travail pour quelques jours, ils restent du côté de la lutte.

Contactés avant leur prise de service, plusieurs d'entre eux ont d'ailleurs annoncé qu'ils comptaient reprendre la grève dans les prochains jours. Certains se sont effectivement remis en grève dès le lundi 30 décembre, et à l'occasion du 31 décembre, ils devaient être encore plus nombreux à le faire.

La direction de la ligne, elle, semble fébrile. Elle a annoncé vendredi 27 décembre que si les grévistes reprenaient le travail, elle était prête à étaler la retenue des jours de grève sur le salaire de plusieurs mois. Cela a fait rire tout le monde: «*Encore quelques jours, et ils vont proposer de payer nos jours de grève!*»

Correspondant LO

Métro lignes 2 et 6

Lundi 30 décembre, une assemblée générale réunissant essentiellement des conducteurs grévistes de la ligne 2 et de la ligne 6 s'est tenue sur les quais du métro de la ligne 6. D'autres secteurs étaient également présents comme des grévistes d'un secteur ouvrier de la RATP (M2E).

Une centaine de grévistes étaient présents, même s'il n'y pas eu de vote car la grève avait été votée jusqu'au 2 janvier lors d'une précédente assemblée générale. Au vingt-cinquième jour de grève, quelques

conducteurs avaient repris le travail. Une dizaine de trains ont ainsi roulé sur la ligne 2, entre 6h30 et 9h30 et cinq trains sur la ligne 6, sur une petite partie seulement du parcours. Mais c'est sans doute bien moins que ne l'espérait la direction. Le taux de grévistes restait toujours autour de 90%, avec un bon moral.

La discussion lors de l'assemblée a porté sur l'avenir de la grève et les inquiétudes exprimées par des grévistes. Plusieurs intervenants ont déclaré que s'arrêter maintenant

voudrait dire avoir perdu 2 000 euros pour rien. Et à la question lancée: qu'est-ce qu'on veut? la réponse est toujours la même: le retrait de la réforme!

L'assemblée a répété que les grévistes ne se battaient pas seulement pour eux, mais bien pour l'ensemble des salariés, car la retraite à points aura des conséquences pour tout le monde.

Alors, sur les lignes 2 et 6, les travailleurs ne lâchent rien!

Correspondant LO

Dépôt de bus de Nanterre

Une tradition s'est instaurée sur le dépôt d'autobus de Nanterre, dans les Hauts-de-Seine. Chaque matin, c'est la mise en place de piquets de 50 à 80 machinistes, souvent aidés par des enseignants ou d'autres travailleurs. L'objectif est de bloquer la sortie des bus dès 4 heures du matin. Et pour cela, pas question d'observer une trêve!

La police locale est régulièrement intervenue, pour «négocier» par exemple la sortie d'un bus toutes les dix minutes... La direction du dépôt enrageait et était toute fière de clamer que, lundi 23 décembre, «*nous n'allions plus rigoler!*»

Comme on pouvait s'en douter, cela annonçait la descente de CRS. Mais le jour dit, peu de temps après avoir investi l'entrée du dépôt, les CRS durent précipitamment quitter les lieux pour on ne sait quelle autre intervention jugée sans doute plus urgente. Pour ce jour-là du moins, la menace fit pschitt.

Ce scénario s'est renouvelé d'autres matins. Comme dans un film, lorsque les CRS arrivent, la sono est poussée à fond, passant la musique de Star Wars, et ils repartent plus tard sous les acclamations des grévistes. Cela contribue à mettre une chaude ambiance!

Correspondant LO



L'assemblée générale des grévistes sur un quai de métro de la ligne 6.

SNCF : le moral est dans le camp des grévistes !

9



Élisabeth Borne pensait afficher son dédain et son mépris pour les grévistes en s'envolant pour le Maroc en vacances de Noël. Mais elle a dû revenir ventre à terre: cela l'affichait mal, pour une ministre des Transports, de partir faire bombance alors qu'elle venait d'accuser les grévistes « de priver les Français de vacances ».

C'est donc une ministre pleine de rancœur qui a dû mettre en scène avec son secrétaire d'État aux Transports, Djebbari, une visite dans un centre opérationnel de la SNCF. Las! Malgré tous les pronostics gouvernementaux qui espéraient un essoufflement de la grève à l'occasion des fêtes, il n'y avait toujours guère de trains au tableau d'affichage et l'ambiance était morose du côté direction et gouvernement. Seulement un transilien sur cinq et trois intercity sur dix circulaient. À propos des TGV en service, les journalistes présents ont demandé pourquoi plusieurs circulaient presque vides, entraînant

embarras et cafouillage des deux acolytes. En effet, les voyageurs potentiels ont renoncé, après leurs multiples mésaventures, à faire confiance aux communications de la SNCF et du gouvernement. Borne, elle-même, avait promis la semaine précédente aux 850 000 possesseurs de billets qu'ils auraient leur train, pour leur annoncer ensuite qu'il n'y aurait simplement « aucun frais » en cas d'échange de billet ou de transfert sur un autre train... ce qui est bien autre chose.

Les injures de Djebbari

Djebbari s'est vengé de tous ces grévistes, dont la résistance entache sa jeune

carrière, en les injuriant et les menaçant copieusement dans *Le Journal du Dimanche*. Il veut attribuer le maintien et le succès de la grève, non pas au rejet absolu de sa réforme chez les travailleurs du transport, mais « à la pression anormale qui s'exerce sur une partie des cheminots ». Et d'ajouter qu'il a « demandé aux dirigeants de la SNCF et de la RATP d'être vigilants et d'agir de façon résolue face à des attitudes d'intimidation, de harcèlement, voire d'agression dont seraient victimes les agents qui ont fait le choix de travailler ».

Tous ceux qui ont fréquenté les piquets de grève, les prises de parole et les échanges entre les grévistes et leurs camarades qui temporairement ont repris le travail, savent que la seule pression vient de la hiérarchie et est d'abord financière, à raison de 80 à 100 euros de retenue journalière. Si ceux qui ont continuellement

reconduit la grève jusqu'à aujourd'hui l'ont fait, c'est justement parce qu'ils savent que les non-grévistes d'un jour seront grévistes à la prochaine occasion. Et inversement, ceux qui ont repris le travail savent qu'ils pourront se remettre dans le mouvement justement parce que la fraction la plus déterminée a maintenu le flambeau, sans faiblir. Et tous se sentent appartenir au même camp.

Mais un Djebbari ne s'adresse pas aux cheminots, mais à la fraction de la population qu'il espère dresser contre les grévistes. Dans son élan, il accuse la CGT, là encore de « blocage et d'intimidation » et d'« actions illégales » et, injure suprême pour un petit commis du capital, de « politisation à l'extrême gauche ».

Le gouvernement sous la pression des grévistes

Mais, là encore, le gouvernement va de déconvenue en déconvenue. Le soutien populaire va encore aux grévistes malgré la galère dont les travailleurs rendent d'abord responsables le gouvernement. Les grévistes ont pu le constater autour d'eux dans les multiples rassemblements et repas festifs.

Élisabeth Borne a donc dû calmer son subordonné, disant: « Ce n'est jamais une bonne solution de commencer à s'invectiver de cette façon ». Et elle a prétendu, le 30 décembre, avoir présenté « des garanties fortes » et des « avancées en terme de transition » car « on a vraiment pris en compte l'attachement

des agents de la RATP et de la SNCF à leur régime spécial ».

Changement de ton donc, mais Borne n'a toujours pas « pris en compte », et c'est sans doute difficile à saisir pour des politiciens pour qui l'âme humaine se résume à l'individualisme grossier de la bourgeoisie, que, loin de tout corporatisme, l'aile marchante de la grève se bat non pour elle-même, mais « pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur », comme le clame la chanson reprise dans les manifestations.

Alors le vœu de Borne que la grève s'arrête sans que soit retiré le projet de réforme par points ne vaut pas mieux que les précédentes manœuvres du gouvernement.

Après avoir franchi avec succès le cap de la période des fêtes, il est vital que la sympathie du monde du travail qui s'exprime, moralement et aussi quelquefois matériellement au travers de caisses de grève, devienne une participation active à ce combat. De nombreux comités de grève et de nombreux militants syndicaux poussent, à juste titre, à des visites, des prises de parole devant des entreprises du privé. Plusieurs secteurs en lutte avant les congés scolaires comme les enseignants doivent se remettre dans le mouvement. Les jours à venir seront décisifs pour les grévistes qui doivent tenir bon sous la pression, pour ceux qui ont repris provisoirement ou étaient en congés et vont reprendre le mouvement et aussi pour les travailleurs qui hésitaient jusque-là à entrer dans la lutte. C'est le moment!

Christian Bernac

À une réunion des cheminots grévistes

À la réunion publique organisée par les grévistes de la gare du Nord et de la gare de l'Est, lundi 30 décembre à la Bourse du travail de Paris, se sont retrouvés 200 travailleurs, cheminots, agents de la RATP, enseignants et de bien d'autres secteurs, tous opposés à la réforme des retraites et tous dans le mouvement.

Sont intervenus des cheminots, un travailleur de la voirie en grève, plusieurs enseignants, des agents de la RATP, un de l'EDF, une bibliothécaire dont la bibliothèque avait été fermée pendant 11 jours de grève. Un salarié de Pôle emploi a

expliqué que ses collègues s'étaient organisés en comité de préparation à la grève, avant le 5 décembre, afin d'intervenir dans plusieurs sites.

Toutes les interventions insistaient sur la nécessité de mettre toutes les forces possibles la première semaine de janvier pour s'adresser aux travailleurs des différents secteurs en grève ayant repris le travail, mais aussi de se propulser vers d'autres entreprises. Pour tous, la meilleure façon de mettre le gouvernement sous pression serait de lui faire craindre une généralisation de la lutte.



Cette réunion chaleureuse s'est poursuivie à

l'extérieur de la Bourse du travail, par des discussions

autour d'un verre de l'amitié et de la lutte.

Strasbourg

Vendredi 27 décembre, trente cheminots grévistes de la gare de Strasbourg se sont réunis en assemblée générale. Les discussions ont beaucoup porté sur l'analyse du mouvement et de sa suite.

Alors que cette grève égale en longueur celle de 1995, et depuis la dépasse, elle n'a pas produit les mêmes effets, à savoir le retrait du plan du gouvernement. Tous les présents voulaient donc continuer et ont voté la reconduction. Certains regrettant qu'il n'y ait pas plus de cheminots dans la grève, d'autres ont répondu que parmi les collègues qui travaillent à l'heure actuelle beaucoup ont fait au moins une ou plusieurs journées

de grève, qu'il est possible de discuter avec eux de s'y remettre, beaucoup disant d'ailleurs vouloir le faire à la rentrée et notamment à l'occasion d'un nouveau temps fort de la mobilisation. La discussion a permis de se remotiver pour les tournées auprès des collègues et pour s'adresser aux travailleurs des autres secteurs.

Samedi 28 décembre, un rassemblement devant la gare de Strasbourg et une

manifestation ont réuni 250 personnes, dont des cheminots, des aides-soignantes, des institutrices ou des agents de la communauté urbaine. Le lundi matin suivant, une opération péage gratuit a suscité de nombreuses manifestations de soutien des automobilistes au mouvement.

L'assemblée générale d'une trentaine de grévistes, qui a suivi, a voté à l'unanimité la reconduction de la grève jusqu'à la prochaine AG vendredi 3, avant un nouveau rassemblement samedi 4 janvier.

Correspondant LO



Rennes

Mardi 30 décembre, les cheminots de Rennes, réunis en assemblée générale, ont reconduit le mouvement de grève jusqu'au vendredi 3 janvier, même si dans ce contexte de congés ils étaient moins nombreux.



Nantes

Au lendemain de Noël, les cheminots nantais se sont de nouveau réunis en assemblée générale pour voter la reconduction jusqu'au lundi 30 décembre.

Une assemblée ce jour-là a également reconduit la grève jusqu'au 2 janvier. Pour l'occasion, le slogan de la banderole du comité de grève, « Sous notre sapin, pas de retraite à points », a été modifié en « Le retrait, on y tient, pas de retraite à points »!

Pendant cette période de fêtes, les cheminots ont eu le soutien, à chaque rassemblement, de salariés de l'Éducation et de travailleurs du privé comme du public. Voir

cette solidarité et entendre à quel point tous ont à cœur de se remettre en grève a réjoui tout le monde.

Autour d'un repas partagé ou pendant les manifestations, les discussions et les échanges sont très fraternels et sont aussi un moyen de créer des contacts et des liens. Les cheminots en grève, souvent accueillis par des équipes de militants locaux, viennent discuter et distribuer des tracts aux portes des

entreprises de l'agglomération. C'est bien cette solidarité que redoute le patronat.

Chaque action organisée dans ce sens a regonflé ceux qui y ont participé. La détermination demeure et, comme le disait un gréviste: « *Maintenant qu'on a fait la bascule avec les fêtes, il est hors de question de nous arrêter.* »

Le moral est là, et les cheminots grévistes sont prêts pour attaquer l'année 2020 de la meilleure manière qui soit, c'est-à-dire en lutte et en grève!

Correspondant LO



Lyon

Toute la semaine encadrant le 25 décembre, les grévistes étaient moins présents dans les assemblées générales, mais la grève tient bon.

Seulement une partie des TGV étaient en circulation et la plupart des TER remplacés par des cars. Même si certains ne font pas grève tous les jours, ils sont quand même toujours dans le mouvement.

Les discussions ont beaucoup porté sur la date du 9 janvier, qui paraît lointaine aux grévistes. Les actions prévues jusque-là doivent aider à franchir cette étape. Aussi, après le repas festif du 23 décembre devant l'hôtel de ville de Lyon, dont le maire

a été ministre de Macron, le vendredi 27, les grévistes sont allés s'adresser aux clients du centre commercial de la Part-Dieu, accompagnés de quelques gilets jaunes. Il a fallu renoncer à l'envahir le centre commercial à cause du déploiement impressionnant de CRS devant les portes. L'action s'est donc terminée par une manifestation vers la Carsat (Caisse d'assurance retraite et santé au travail), les cheminots étant rejoints par des militants de

la santé, de l'énergie et de quelques entreprises.

Pour aider la grève à tenir dans la durée, des caisses de grève ont été mises en place. Une prochaine action était prévue le 3 janvier, mais des militants devaient se retrouver tous les matins d'ici là et préparer des rencontres avec les travailleurs, du privé en particulier, qui auront repris le travail le 6. Il s'agit de faire du 9 janvier une journée de mobilisation importante contre cette réforme des retraites qui concerne tout le monde.

Correspondant LO

Ils en ont profité pour discuter de la suite avec des salariés et des militants d'autres secteurs. Dans cette période, ils mesurent leurs forces, et celles qui sont en réserve pour l'avenir du mouvement.

Malgré les vacances pour certains, les manœuvres du gouvernement pour diviser les travailleurs par catégorie ou entreprise et le diktat médiatique, il s'agissait de montrer que la grève continue et même tient. L'objectif est de préparer la suite du mouvement et de tenter d'étendre la grève y compris dans le

privé.

Durant la semaine, il y a eu deux rassemblements interprofessionnels qui ont réuni entre 120 et 160 travailleurs de différentes entreprises. Cela a permis de mesurer combien le mouvement est soutenu par les travailleurs, et d'organiser la solidarité entre grévistes.

Au seul fait que Macron et son gouvernement ne peuvent pas annoncer une trêve du mouvement pendant les fêtes il y a de quoi se réjouir.

Correspondant LO

Achères

À Achères, dans les Yvelines, le mouvement n'a pas connu de trêve de Noël.

Des assemblées générales se sont tenues tous les jours sauf les jours fériés. Le 27, un repas entre grévistes a permis de fêter la fin de l'année sous le signe de la lutte. Le lendemain, plus d'une dizaine de grévistes d'Achères sont allés à la manifestation très réussie de Paris.

Lundi 30, le comité de grève a organisé en commun avec les assemblées de Paris-Saint-Lazare et de Mantes une diffusion de tract devant Transdev, une entreprise de

transport appartenant à Veolia, à Carrières-sous-Poissy. Quarante grévistes s'y sont retrouvés et ont pu discuter avec les salariés de l'entreprise. L'accueil était très chaleureux, ceux-ci étant en grande majorité solidaires du combat contre la réforme et conscients que c'est une lutte d'ensemble des travailleurs qui est nécessaire. Des travailleurs d'autres secteurs montraient aussi leur solidarité.

Correspondant LO

Secteur aérien : **promesses, l'air... de rien**

Une dizaine de professions dotées de régimes spéciaux de retraite ayant annoncé qu'elles feraient grève début janvier, le gouvernement s'est efforcé d'obtenir qu'elles lèvent leur préavis, notamment dans le transport aérien.

Le gouvernement sait d'expérience qu'une grève des pilotes, des navigants commerciaux et des contrôleurs paralyserait les aéroports. Et en plus, elle serait un renfort pour les grévistes de la SNCF et de la RATP.

À la veille de Noël, le secrétaire d'État aux Retraites, Pietraszewski, et son collègue Djebbari, aux Transports, ont ainsi promis oralement tout ce que voulaient entendre les syndicats corporatistes des pilotes et des PNC, les personnels navigants commerciaux, hôtesses et stewards. Cela concerne le maintien des régimes de retraite du secteur et d'un âge de départ en retraite à taux plein plus précoce que 64 ans.

Que ces promesses soient tenues, c'est une autre affaire. Chirac – un spécialiste en matière de mensonges destinés à berner les travailleurs, lui qui fut entre autres secrétaire d'État à l'Emploi de

De Gaulle lors de la grève générale de mai 1968 – ne disait-il pas que « *les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent* » ? En fait, le SNPL, principal syndicat de pilotes, s'en doute bien car, tout en se félicitant d'avoir trouvé, à l'en croire, « *un gouvernement ouvert à nos demandes* », il ajoutait : « *Simplement on a besoin (...) de voir si financièrement tout cela tient la route.* »

C'est évident, quand on sait que la réforme des retraites Macron-Philippe appliquée aux pilotes et aux PNC aurait, selon le principal syndicat de ces derniers, signifié une baisse de 40 % de leurs pensions et un temps de travail allongé pour des professions aux conditions de vie et de travail éprouvantes, malgré l'habillage glamour qu'en donnent les compagnies.

Et puis il y a le régime complémentaire par répartition, commun aux pilotes et PNC, autogéré et surtout



REUTERS

très bien doté, puisqu'il a une encaisse de cinq milliards... sur laquelle le gouvernement lorgnait, au prétexte de créer un régime général universel.

Quant aux « avancées » ou garanties sur les conditions de départ dont se félicitent trois syndicats de PNC (SNPNC FO, Unsa PNC et Unac), ceux-ci ont beau relativiser en disant que « *nombre de questions restent en attente de réponses claires et précises* », cela ressemble à un marché de dupes. Si les PNC nés avant 1987 pourront

continuer à prendre leur retraite à taux plein à 55 ans (et à 60 ans aux mêmes conditions pour les pilotes), les plus jeunes n'y auront plus droit.

Quant aux contrôleurs aériens, le gouvernement leur a concédé une ouverture des droits à retraite à 52 ans (avec un âge pivot à 56 ans). Mais, alors qu'il l'a maintenue pour les policiers, il leur a supprimé la clause des 1/5^e validant une année de cotisation pour cinq travaillées. À la place, il leur a été promis que leur employeur, la DGAC

– Direction générale de l'aviation civile – sur-cotiserait pour leurs retraites...

Considérant que ces syndicats, qui ont retiré leur préavis de grève du 3 au 6 janvier, se « sont fait berner » par le gouvernement, la CGT du transport aérien a déclaré qu'elle continuerait à s'opposer au projet gouvernemental, notamment à Air France, EasyJet et Corsair, et qu'avec d'autres syndicats du secteur (Alter, SN-GAF, CGT PNC, UNPNC, PNC CFTC) ils seraient en grève, notamment début janvier.

Pierre Laffitte

Éducation : **ne faire confiance qu'à la lutte !**

Aucun poste créé dans l'Éducation nationale, voilà à quoi se sont résumées les annonces aux syndicats enseignants le 18 décembre. Après les promesses mensongères sur les revalorisations salariales et les annonces inquiétantes sur la « *requalification du métier d'enseignant* », cela ajoute une nouvelle raison pour continuer de lutter.

Pour faire croire à une amélioration de la situation, le gouvernement veut déshabiller le secondaire pour habiller – à peine – le primaire : 440 postes sont supprimés d'un côté et 440 créés de l'autre. Le ministère ose affirmer qu'il va y avoir un rééquilibrage des postes entre académies. Mais ces chiffres masquent une réalité, celle de la montée démographique. Sur l'ensemble du pays, 22 500 jeunes supplémentaires vont rentrer en collège et en lycée. D'après les syndicats, pour maintenir le nombre d'adultes dans les établissements du second degré et accueillir ces nouveaux jeunes, il aurait fallu recruter au bas mot 1 100 professeurs. Ainsi, il y aura bien des nouveaux dédoublements en grandes sections de maternelles dans les zones relevant de l'éducation prioritaire, mais ailleurs, les conditions d'enseignement

vont considérablement se dégrader. Ce sera le cas non seulement dans les autres classes de primaire non dédoubleées, mais aussi dans le secondaire.

Les classes de collèges et de lycées vont donc être surchargées et les élèves en difficulté surnageront toujours plus difficilement. Le ministère a le culot de prétendre qu'il n'en sera rien parce qu'il demandera aux professeurs de faire des heures supplémentaires. L'an passé déjà, il a imposé une deuxième heure supplémentaire obligatoire aux enseignants du secondaire. Depuis des années, la hiérarchie impose, par petites touches, avec des réunions supplémentaires, des ateliers, des tutorats, des aides aux devoirs, une véritable augmentation du temps de travail des enseignants. Nombre de ceux-ci voient où cela mène : faire travailler plus les enseignants permettra de continuer à



Le 28 décembre, à Paris.

supprimer des postes.

Le résultat le plus net de cette politique est la dégradation des conditions d'accueil des élèves, qui sont en présence de toujours moins d'adultes. Dans nombre d'établissements, en plus des postes d'enseignants supprimés, il manque des infirmières scolaires et on n'a pas vu de médecin depuis belle lurette. Les locaux sont mal

entretenus car il manque des agents d'entretien et ceux qui sont là doivent s'épuiser à faire le double de travail. Il n'y a pas assez d'assistantes sociales, pas assez de conseillers d'orientation, pas assez de surveillants, d'assistants pédagogiques, d'AESH pour les élèves handicapés.

À cela s'ajoutent les salaires bloqués depuis des années. Les promesses du

ministre Blanquer, sur une possible revalorisation salariale, ne trompent pas grand monde.

Les raisons de se battre sont nombreuses. C'est pourquoi beaucoup d'enseignants ont fait grève avant les vacances contre la réforme des retraites. C'est pourquoi il est nécessaire de continuer à partir du 6 janvier et au-delà.

Aline Urbain

CAF de Nancy : **formés, diplômés... et licenciés**

Alors qu'ils étaient en train de fêter l'obtention de leur diplôme après un an de formation, trois salariés de la Caisse d'allocations familiales de Nancy ont appris le 20 décembre qu'ils ne seraient pas embauchés à l'issue de leur contrat de professionnalisation en CDD car ils n'atteindraient pas, selon la direction, les « objectifs de production ».

Cette annonce, faite la veille des vacances de Noël, a provoqué la colère de leurs collègues. D'autant que la pression à la production est le quotidien de tous à cause du sous-effectif permanent, et alors que la direction va encore supprimer quatorze postes d'ici 2022. Tout le monde est choqué qu'un « organisme social » comme la CAF mette au chômage (ou au RSA) un homme de 39 ans qui espérait enfin obtenir son premier CDI, ainsi que deux mères célibataires de deux et trois enfants.

Dès le lundi 23 décembre au matin, à l'initiative de la CGT soutenue par la CFDT et FO, les agents présents se sont réunis pour

discuter en présence des trois salariés concernés. Et malgré le grand nombre d'absents en cette période, c'est à plus d'une quarantaine (environ un tiers des agents présents ce jour-là) qu'ils ont envahi les bureaux de la direction pour exprimer leur indignation et revendiquer l'embauche de tous les stagiaires diplômés. Le directeur, absent, a finalement été contraint de répondre pendant une bonne heure par téléphone aux agents mobilisés qui avaient investi son bureau. Mais quand il a confirmé maintenir sa position, les salariés ont quitté la pièce d'un même élan, le laissant au bout du fil avec ses

arguments interminables et sa condescendance.

Malgré les congés et les jours fériés, les salariés mobilisés se sont retrouvés tous les jours pour discuter et faire connaître le plus largement possible cette

injustice via la presse et une pétition en ligne.

Cet élan de solidarité a touché les salariés concernés. L'objectif est maintenant de se retrouver encore plus nombreux à la rentrée pour obtenir l'embauche des

trois collègues : que ce soit pour leur éviter le chômage, pour réduire la charge de travail ou pour réduire les délais de traitement des allocataires, tout le monde y gagnerait!

Correspondant LO



Novartis : **maladies génétiques et profits**

La multinationale pharmaceutique Novartis vient d'annoncer qu'elle tirerait au sort, au niveau mondial, quels bébés atteints d'amyotrophie spinale, une maladie génétique rare mais mortelle, bénéficieraient de doses de son médicament Zolgenstma.

Le Zolgenstma est le plus cher des traitements à dose unique. Son prix de deux millions de dollars aux États-Unis le rend inaccessible pour des parents qui ne sont pas millionnaires.

Même si la méthode du tirage au sort est contestée car la vie des enfants est l'enjeu d'une loterie, Novartis cherche à passer pour un bienfaiteur qui ferait un geste d'une valeur de 200 millions. En réalité, il ne coûte rien à un trust

qui bat record sur record de profits, avec en plus un résultat net en hausse de plus de deux milliards de dollars au troisième trimestre 2019.

La France n'est pas concernée par ce tirage au sort car Novartis a obtenu que la dose de Zolgenstma soit remboursée par la Sécurité sociale, à un prix négocié mais non public. Le laboratoire peut ainsi délivrer son traitement et prélever sa dîme sur la collectivité.

En 2018, le laboratoire

Biogen, concurrent de Novartis, voulait commercialiser son Spinraza – traitant la même maladie – au prix de 85 000 euros l'injection, revenant à un million pour l'ensemble du traitement sur plusieurs années. Après négociation, le ministère de la Santé a tout de même accepté que la Sécurité sociale paye 70 000 euros l'injection.

Le prix effarant du Zolgenstma est-il justifié par le coût du développement de ce nouveau médicament sur une trentaine d'années? Une chose est sûre : ce n'est pas Novartis qui a développé ce traitement, mais c'est ce spécialiste de la spéculation sur médicament qui encaissera les bénéfices. En

effet, en 2018 Novartis a racheté pour 8,7 milliards de dollars le laboratoire AveXis, dont le Zolgenstma était déjà presque prêt à être commercialisé et à rapporter gros.

Mais ce n'est pas non plus AveXis qui avait développé tout l'effort de recherche nécessaire pour traiter l'amyotrophie spinale, mais le Généthon. Ce laboratoire public de recherche sur les maladies génétiques est financé chaque année par la générosité du public lors d'un week-end médiatisé de collecte de dons organisé par l'AFM-Téléthon. Or dans ce monde de l'industrie pharmaceutique dominé par la finance, le Généthon

a cédé en 2007 à AveXis le brevet-clé débouchant aujourd'hui sur le Zolgenstma contre moins de 5% du produit des ventes, pour assurer son financement à long terme.

Les pouvoirs publics financent de moins en moins les chercheurs, dont les découvertes sauvent pourtant des vies. La générosité de la population pallie cette carence des pouvoirs publics. Mais au bout du compte, les vrais bénéficiaires ne sont pas tant les enfants atteints de maladies génétiques que Novartis, qui fait payer le tout une deuxième fois par les cotisations de tout un chacun à la Sécurité sociale.

Lucien Déroit

Ibis-Batignolles – Paris : **le réveillon des grévistes**

Mardi 24 décembre, les 23 travailleuses et travailleurs de l'hôtel Ibis Batignolles à Paris 17^e, en grève depuis 161 jours, se sont réunis autour d'un réveillon organisé par la CGT devant le Novotel des Halles. Dans cette soirée, en solidarité avec le combat contre l'exploitation à outrance et pour la dignité, ceux qui sont en grève contre la réforme Macron des retraites étaient naturellement présents.

La distribution de cadeaux aux enfants des grévistes a été un moment fort

car, comme disait l'une d'elles, pour les familles et les enfants, la grève, « c'est dur, ce n'est pas des vacances, c'est de l'angoisse permanente ».



À cette occasion, les enfants aussi ont pu ressentir le respect qu'inspirent leurs parents en lutte. Et cela aussi est un beau cadeau.

Correspondant LO

Casino de Besançon : **magasin sans employés, mais pas sans profits**

La chaîne de supermarchés Casino a ouvert 118 magasins le mercredi 25 décembre, dont le Géant Casino de Chateaufarine à Besançon, uniquement avec des caisses automatiques et des vigiles.

Les syndicats s'inquiètent à juste titre de cette politique de la direction, qui risque de se traduire par des suppressions de personnel et par une généralisation du travail les jours fériés.

Le groupe Casino, qui exploite les enseignes Monoprix, Franprix, Leader Price ou encore Cdiscount, n'est pas une petite PME. Comme toutes les grandes enseignes, il cherche à augmenter ses profits, en profitant de la robotisation, pour économiser sur les salaires et les emplois tout en ayant touché du CICE de l'État.

Plutôt que des magasins sans travailleurs, il faudrait des magasins sans patron.

Correspondant LO

ArcelorMittal Dunkerque : une fin d'année contestataire

Depuis le début décembre, beaucoup de sidérurgistes, sur les plus de 2 500 que compte l'usine ArcelorMittal Dunkerque, ont participé aux journées de mobilisation contre la réforme des retraites. Le report programmé de l'âge de départ est ressenti comme une ignominie, car déjà aujourd'hui, un travailleur sur deux de l'usine ne profite d'aucune retraite, l'espérance de vie étant pour eux, selon la mutuelle Malakoff Médéric, en moyenne de 64 ans.

Le travail posté, l'enchaînement des postes en feux continus, les fumées toxiques respirées en permanence, tout cela entraîne de nombreuses maladies professionnelles. Alors pour beaucoup dans l'usine, faire grève les 5 et 17 décembre, ou tout du moins aller à la manifestation de Dunkerque, était une évidence. Dans certains secteurs de l'usine, il a suffi d'une affiche dans la salle de pause pour que toute l'équipe le décide, un peu comme cela avait été le cas au moment de la mobilisation des gilets jaunes.

Débrayages répétés

Depuis début décembre, c'est également la question des salaires qui a mobilisé dans toute l'usine, à l'occasion des négociations annuelles obligatoires (NAO). L'annonce d'une augmentation des salaires de 0,7% le 1^{er} avril 2020 a été vécue comme une provocation.

Les débrayages ont commencé le 6 décembre à l'initiative des militants de la CGT. Les secteurs de l'usine les plus habitués à se mobiliser ont commencé,

notamment l'Affinage. Puis les débrayages se sont étendus sur l'ensemble du site: aux Hauts-fourneaux, à la Cokerie, puis à l'Acierie, dans les cinq équipes, plusieurs heures par poste, pendant quatorze jours. La direction a bien essayé de passer outre, mais cela n'a pas fonctionné. Elle a tenté de remplacer les grévistes par des chefs d'équipe, mais dans certains secteurs, ces derniers ont refusé et se sont mis en grève à leur tour. À la Cokerie, la direction a utilisé un ordre de réquisition du préfet en prétextant la dangerosité des installations pour interdire la grève, mais cela n'a pas empêché les multiples arrêts de travail. Un peu partout, il y a eu les pressions individuelles et les menaces sur l'avancement de carrière, mais cela ne fonctionne plus car, de l'avancement, il n'y en a quasiment plus depuis bien longtemps pour une grande majorité des travailleurs. La production a donc été fortement perturbée. Certains jours les trains transportant les bobines d'acier sont partis quasiment vides.



MARC DEMEURE VDNPCOR

Une usine de plus en plus dangereuse

Si les salaires ont été le déclencheur de la contestation, c'est aussi une succession de problèmes dans l'usine qui est à l'origine de la colère. Ainsi en novembre, la direction a obligé les salariés à prendre le maximum de congés en fin d'année. Pour elle, dans cette entreprise très riche, c'était aux travailleurs de payer la baisse – réelle ou inventée – de la production.

Mais il y a aussi la dangerosité du site en raison du manque d'investissements dans les installations. Plusieurs secteurs sont dans un état déplorable. L'an passé un toit est tombé à l'Acierie. Cette année une bande transporteuse s'est effondrée et un incendie important s'est déclenché aux Hauts-fourneaux. À l'Acierie, il y a quelques semaines, la poutre d'un pont soulevant des charges de plusieurs tonnes s'est fissurée. Mais la direction s'en

moque, tant que l'usine produit, peu importe dans quelles conditions, peu importent les risques qu'elle fait prendre aux travailleurs.

Au mois de juin, un ouvrier travaillant sur un chantier de l'Acierie est mort de la chute d'une pièce d'échafaudage sur la tête. Cette tragédie vient après beaucoup d'autres et le discours habituel de la direction révolte, qui consiste à dire que le métier de sidérurgiste est un métier dangereux. Mais c'est bien la course au profit du groupe qui le rend ainsi. Tous les travailleurs de l'usine sont en permanence témoins d'incidents qui pourraient être très graves. Souvent, ils n'ont pas de conséquences, mais cela peut aussi se terminer par un drame comme pour ce travailleur de l'Acierie.

C'est donc une addition de colères qui s'est exprimée tout au long du mois de décembre. Rien n'est réglé

car la direction veut jouer le bras de fer en annonçant des mesures qui sonnent comme une provocation: les salaires qui ne seront réévalués qu'à hauteur de l'évolution du smic, c'est-à-dire de 16 euros; une baisse importante de certaines primes; une baisse de 20% des budgets de maintenance dans l'usine à partir de janvier. De plus, tous les travailleurs ayant participé aux débrayages sont convoqués un par un par les responsables de secteur pour s'expliquer sur leur participation aux grèves.

Les menaces patronales n'ont pas empêché ces débrayages importants, comme il n'y en avait pas eu depuis des années dans l'usine. La solidarité entre les travailleurs s'est renforcée. Cela comptera pour les combats à venir, à commencer par la prochaine journée de mobilisation contre la réforme des retraites le 9 janvier.

Correspondant LO

APL : le gouvernement craint une colère contagieuse

Jugeant sans doute la période peu propice pour affronter une levée de boucliers dans la population, le gouvernement a décidé de repousser au 1^{er} avril la réforme des aides personnalisées au logement (APL) dont l'entrée en vigueur était prévue au 1^{er} janvier.



Comme par hasard, la date choisie tombe huit jours après les élections municipales, le gouvernement n'ayant certainement pas oublié le tollé suscité lorsque, en juillet 2017, il avait décidé de raboter de cinq euros le montant de l'APL. C'est le quatrième report depuis un an et demi que le sujet est mis sur le tapis, la Caisse nationale des allocations familiales ayant auparavant demandé plus de temps pour mettre en œuvre une réforme complexe. Le montant de l'aide serait désormais calculé, non plus en se basant sur les ressources personnelles

deux ans auparavant, mais sur celles du moment, et réévalué chaque trimestre. Pour Julien Denormandie, le ministre de la Ville et du Logement, il s'agit de « déterminer de façon plus juste le montant à verser ».

Mais qui dit justice dans la bouche de ces gens-là dit faire des économies sur le dos des plus pauvres, et c'est bien de cela qu'il s'agit. Le gouvernement compte faire 1,2 milliard d'euros d'économies sur les six millions et demi de foyers qui touchent l'APL. Selon *Le Canard enchaîné*, 600 000 d'entre eux ne toucheraient alors plus rien

et 1,2 million perdraient 1 000 euros par an, ce qui entraînerait pour beaucoup un appauvrissement insupportable.

Quand il s'est agi de redistribuer l'argent public aux riches, comme par exemple les 3,2 milliards d'euros accordés en transformant l'ISF en IFI, l'État n'a pas regardé à la dépense. Alors, pour tenter d'équilibrer les comptes, il ressort la vieille recette, pressurer le peuple, que les rois avaient inventée il y a bien des siècles. Mais cela ne leur a pas toujours porté chance.

Marianne Lamiral

Migrants : gouvernements de naufrageurs

De plus en plus de migrants tentent de franchir la Manche à bord d'embarcations légères inadaptées à cette traversée, et les naufrages se multiplient.

Dans la nuit du 29 décembre, onze personnes, dont deux enfants en bas âge et deux adolescents, ont ainsi été récupérées par les sauveteurs à 5 kilomètres au large de Calais. Quelques heures plus tard, vingt autres étaient sauvées au large de Dunkerque, dont une femme enceinte, dans un canot qui prenait l'eau. Trois jours auparavant, 71 migrants en détresse avaient été secourus par les navires français et britanniques.

Ces naufrages sont la conséquence de la politique menée par la France et la Grande-Bretagne visant à verrouiller toujours

d'avantage la frontière. Les ministres de l'Intérieur des deux pays travaillent de concert pour renforcer les moyens permettant d'intercepter ceux qui tentent la traversée. Leurs rencontres ont débouché sur l'augmentation du nombre de patrouilles sur le littoral, l'acquisition de véhicules tout-terrain, l'utilisation de drones et d'équipements de vision nocturne destinés à pourchasser les migrants. Des millions d'euros ont été dépensés dans ce but, alors que sur le littoral les exilés ne peuvent compter que sur l'aide des organisations humanitaires pour manger, s'abriter ou bénéficier

d'un minimum d'hygiène. Et certains politiciens locaux contribuent eux-aussi à les persécuter, comme la maire de Calais, Natacha Bouchard, dont les arrêtés municipaux de 2017 visant à empêcher la distribution de nourriture aux exilés viennent finalement d'être annulés par la justice.

Mais loin de dissuader les candidats au passage, les autorités des deux pays les obligent seulement à tenter le tout pour le tout au risque de leur vie. Ils se lancent de nuit, pensant avoir moins de risques d'être repérés, sur une mer qui concentre une grande partie du trafic maritime mondial. La manière dont les policiers français les harcèlent pour leur rendre la vie impossible contribue seulement à les pousser dans

les bras des passeurs, qui les laissent se débrouiller après leur avoir fait payer à prix d'or une embarcation ne tenant pas la mer. Et pour les migrants sauvés, ou pour ceux dont on retrouve le corps sur les plages, combien

périssent en mer sans laisser de trace ?

Sur la Manche, comme en Méditerranée, c'est une politique criminelle que mènent les grandes puissances européennes.

Daniel Mescla



Dans les médias : mensonges en ligne

Dans les médias, le mouvement contre la réforme des retraites a été assaisonné de nombreuses façons, toutes plutôt indigestes.

L'argument d'évidence a d'abord été servi : une promesse de campagne du candidat Macron, il était normal qu'elle fût honorée... Puis vint l'appel à l'équité, à l'abolition des « privilèges », quasiment la Nuit du 4 août, celle où seraient enfin traités à égalité ces nantis de

conducteurs de train et de métro : le grossier mensonge a fait long feu.

On parla alors de nécessaire pédagogie : bien expliquée, la réforme apparaîtrait simple et juste. Or elle restait confuse et définitivement antiouvrière, et rejetée par la majorité de la population.

Les grévistes, alors, furent pris pour cible, prétendument payés pendant leur grève, voire généreusement indemnisés par des « cagnottes » syndicales. Or, les collectes organisées par les grévistes sur les marchés, dans les manifestations, les sites de solidarité financière, recueillaient une multitude de petits dons.

Calendrier aidant, la quasi sacrée « trêve de Noël » fut

invoquée, les familles qui risquaient de ne pas pouvoir se réunir, les enfants voyageant seuls privés de leur papa, dont on apprit que la SNCF avait purement et simplement supprimé les trains.

Les témoignages de voyageurs gênés mais solidaires continuant à contredire le conte de Noël, on fit appel à l'Histoire, comme dans *Le Parisien* du

30 décembre, en évoquant la valeureuse résistance des non-grévistes.

N'en jetez plus, messieurs Lagardère, Arnault, Dassault, Bouygues, Dahi, Niel... propriétaires de presse, la population majoritairement soutient le mouvement, parce que l'attaque gouvernementale s'en prend à la majorité de la population !

Viviane Lafont

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2020.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière | | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| | 6 mois | Un an | Un an |
| France, Outre-mer | 20 € | 40 € | 15 € |
| Outre-mer avion | 28 € | 56 € | 17 € |
| Reste de l'Europe | 38 € | 76 € | 20 € |
| Reste du monde | 46 € | 91 € | 24 € |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Algérie : Gaïd Salah est mort, le Hirak se poursuit

Le 23 décembre, quelques jours après la tenue d'une élection présidentielle qu'il avait imposée malgré le rejet massif de la population, Ahmed Gaïd Salah, qui était devenu l'homme fort de l'Algérie après la démission du président Abdelaziz Bouteflika, est mort à l'âge de 79 ans.

Cet ancien combattant de la guerre d'indépendance contre la France avait été nommé chef d'état-major de l'armée en 2004, par ce même Bouteflika. Gaïd Salah avait soutenu la candidature de celui-ci à un 5^e mandat. C'est cette énième candidature d'un homme impotent et muet depuis des années, vécue comme l'humiliation de trop, qui a entraîné depuis le 22 février des manifestations exprimant une colère populaire longtemps contenue.

Rapidement, Gaïd Salah avait dû pousser Bouteflika à renoncer à briguer un nouveau mandat et à démissionner. Mais par la suite, toutes ses manœuvres pour tenter d'endiguer un mouvement populaire, qui continuait en exigeant la fin du « système », avaient échoué. Ni l'opération mains propres consistant à envoyer en prison un certain nombre de profiteurs trop visibles de

ce système ni les tentatives de division, ni les menaces, la censure et les arrestations de militants et de manifestants, ni finalement l'élection présidentielle du 12 décembre, n'ont découragé les manifestants. Depuis septembre, Gaïd Salah lui-même à son tour était d'ailleurs devenu leur cible principale.

Les trois jours de deuil national décrétés pour les funérailles ont encore été l'occasion pour le régime de tenter de redorer un blason bien terni. La mise en scène médiatique de l'enterrement de Gaïd Salah, le 25 décembre, où on a vu des milliers de personnes accompagner le cercueil aux cris de « Armée, peuple, frères, frères », n'a cependant pas arrêté le mouvement populaire. Dès vendredi 27 décembre, les manifestants ont été de nouveau nombreux dans les rues, criant des slogans tels



Alger, le 27 décembre, la mobilisation contre le système continue.

que « Les généraux à la poubelle et l'Algérie aura son indépendance ! », « Un État civil et non militaire ! »

La cible était désormais le nouveau président Tebboune, élu le 12 décembre pour être la nouvelle façade civile d'une armée toujours à la manœuvre. Cette façade s'est étoffée par la nomination d'Abdelaziz Djerad au poste de Premier ministre, un homme qui n'apparaît pas comme compromis dans la gestion récente du pays, mais qui n'en est pas moins lui aussi un pur produit du

« système ». Djerad a fait ses preuves durant la décennie noire, tout comme le nouveau chef d'état-major Saïd Chengriha. Après la mort de Gaïd Salah, le nouveau président voudrait donner l'illusion qu'une page se tourne. Mais beaucoup de ceux qui depuis dix mois ont donné vie au Hirak (le mouvement) n'y croient pas et veulent poursuivre la mobilisation.

Les arrestations n'ont d'ailleurs pas cessé, et les droits élémentaires sont toujours bafoués. Le 20 décembre, la condamnation à dix-huit mois de prison de Mohamed Tadjadit a marqué les esprits. Surnommé le « poète du Hirak », il a été déclaré coupable d'atteinte à l'intérêt national pour ses poèmes déclamés sur les marches du Théâtre national ! Mais surtout, rien de fondamental n'a changé dans le quotidien des travailleurs et des classes populaires : quelques grands patrons sont en prison mais la loi patronale est toujours en vigueur. Quelques

ministres et hauts fonctionnaires aussi ont été arrêtés, mais le pouvoir des hauts gradés de l'armée, qui ont la main sur la rente pétrolière, est intact.

Après dix mois d'une mobilisation inédite, beaucoup se demandent comment en finir avec ce système corrompu qui les écrase. Comment se débarrasser d'une caste d'officiers et d'affairistes qui ont fait main basse sur les richesses du pays ? Comment vivre librement et dignement et obtenir ainsi ce que les manifestants nomment « une nouvelle indépendance » ? Pour que le mouvement populaire débouche sur une issue favorable pour les classes exploitées, il faudra qu'elles se donnent les moyens de renverser non seulement les dirigeants actuels, mais cet appareil d'État qui est au service de la bourgeoisie algérienne et est aussi le relais de l'impérialisme, de son exploitation et de l'oppression qu'il perpétue.

Leïla Wahda

Maroc : la répression continue

Samedi 28 décembre, des manifestations avaient lieu à Rabat et à Casablanca pour dénoncer l'arrestation d'un journaliste, poursuivi pour un tweet qui dénonçait la répression envers les participants au mouvement de protestation du Rif.

Ce mouvement de révolte contre la mal-vie, qui avait embrasé la région du Rif en 2016 et 2017, avait été très sévèrement réprimé, avec des peines allant

jusqu'à 20 ans de prison pour ses leaders, qui ne faisaient que réclamer un hôpital, une université, du travail.

La répression continue contre tous ceux qui osent s'en solidariser.

Le journaliste Omar Radi encourt jusqu'à un an de prison pour outrage à magistrat, parce qu'il a écrit dans un tweet à propos du verdict d'un juge contre les manifestants du

Rif : « Ni oublier ni pardon avec ces fonctionnaires sans dignité. » Quelques jours auparavant, un youtubeur a été condamné à quatre ans de prison pour « offense au roi », un lycéen a écopé de trois ans pour une publication sur Facebook.

Cela n'empêche pas des ministres français comme Elisabeth Borne d'aller se dorner la pilule à Marrakech au pays de leur ami le roi.

Valérie Fontaine

Yémen : pas de trêve à la guerre

La population du Yémen continue à vivre dans un état de guerre sans trêve. Le 29 décembre, une explosion lors d'une parade militaire dans le gouvernorat d'ad-Daleh a fait plusieurs morts et plusieurs dizaines de blessés.

Dans ce cas précis, le porte-parole des groupes armés séparatistes sudistes, dits Cordon de sécurité, accuse les forces houthistes, soutenues par l'Iran. Quelques jours plus tôt, c'est dans le bastion houthiste de Saada, au nord du pays, que 17 personnes ont été tuées et d'autres blessées lors d'une attaque aérienne sur le marché d'al-Raqw. Le gouvernement d'Arabie saoudite vient de reconnaître cette opération, qui vient à la suite de deux autres sur le même marché, où au total 89 personnes ont perdu la

vie en deux mois.

La coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite, et toujours soutenue dans les grandes lignes par les États-Unis et la France, continue d'imposer la guerre au Yémen et à ses 28 millions d'habitants. Le blocus saoudien maintenu au nord a déjà provoqué renchérissement des prix et état de quasi-famine. Quant à l'allié émirati de la dictature saoudienne, il a officiellement retiré partiellement ses troupes depuis l'été dernier, mais soutient activement les séparatistes

du Sud.

Depuis 2015, la population a, à de nombreuses reprises, été prise pour cible dans les bombardements, les tirs, les explosions et le nombre de victimes ne cesse de s'allonger. Les ONG évoquent des dizaines de

milliers de morts, plus de trois millions de personnes déplacées, vivant dans le dénuement et encore des millions qui ont un besoin urgent d'assistance.

Il y a peu, quatre frégates ont été vendues à Riyad par l'un des leaders américains



Ce qu'il reste d'une école au Yémen.

de la défense et de la sécurité, Lockheed Martin, pour un milliard de dollars ; en septembre, des bâtiments de guerre achetés à la France étaient présents au Yémen avec leur personnel technique français. Entre juin 2018 et juin 2019, l'Arabie saoudite a acquis auprès des entreprises de matériel militaire françaises pour 1,6 milliard d'euros dont 38 vedettes d'interception HSI 32 pour un montant de 500 millions.

En matière d'assistance, ce sont des engins de mort que les gouvernements américain et français envoient à la population yéménite, par dictateurs régionaux interposés.

Viviane Lafont